
Université dégradée, étudiant·e·s en danger

Cette semaine, nous avons pu voir apparaître des **tags, graffitis et différentes dégradations** des bâtiments de l'**Université de Rennes**.

Sur ces détériorations du domaine public, on peut lire des insultes et propos à caractères **antisémites, anti-LGBTQIA+** et faisant l'**apologie** de personnalités ayant commis des **crimes contre l'humanité**.

Ces dégradations sont un indicateur non négligeable de la **montée de l'antisémitisme et des idéologies et propos haineux** ainsi que différentes formes de discrimination au sein de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en France.

En effet, on ne cesse de décompter ce genre d'incidents depuis plusieurs mois dans nos universités : **Brest, Caen, Besançon** et maintenant **Rennes**.

Le **manque de condamnation** à l'encontre des auteur·e·s de ces actes alarme plusieurs organisations étudiantes sur le territoire et nous continuons pourtant à déplorer ce genre d'actes au sein de nos établissements.

Nous refusons que les étudiant·e·s de nos universités ne puissent pas se sentir **en sécurité sur les campus**, ne puissent **accéder à des enseignements de manière convenable** et ne puissent **agir en toute liberté** au sein de nos murs.

Notre fédération rappelle qu'une **injure publique** fait encourir à ses auteur·e·s jusqu'à **6 mois d'emprisonnement** et **22 500 € d'amende**. De plus, le fait de tracer des inscriptions sur les façades ou le mobilier urbain est puni de **3 750 € d'amende** et d'une peine de **travail d'intérêt général**.

La FAHB appelle à une **plus grande sévérité** à l'encontre des individu·e·s responsables du saccage des bâtiments universitaires de Rennes et s'engage à **accompagner tous·tes les étudiant·e·s victimes de discrimination** à caractère racial, antisémite, anti-LGBTQIA+ ou quelconque critères discriminatoires sur notre territoire.

Kaëlig Delaunay - Président - 06.33.65.61.17
